

AOÛT 2025

POLICY PAPER

LA VISITE DE JACOB ZUMA AU MAROC RÉVÈLE DES RECOMPOSITIONS AUTOUR DU SAHARA MAROCAIN DANS LE DÉBAT SUD-AFRICAIN

DRISS ALAOUI BELGHITI

Ce Policy Paper analyse la visite de Jacob Zuma au Maroc en juillet 2025 comme un épisode révélateur des recompositions de la politique étrangère sud-africaine. Loin d'une simple question de protocole, l'événement a activé des registres de mobilisation multiples — fidélité à l'héritage anti-apartheid, intégrité territoriale, cohérence diplomatique et a déplacé un dossier longtemps confiné aux élites vers l'espace public. À partir d'un corpus de 2 200 publications sur X et de 20 articles de presse (sud-africaine), l'étude montre que la controverse a généré une visibilité ponctuelle mais significative, structurée autour de deux pics d'attention (images de Rabat et réaction du DIRCO). Cette dynamique a reposé sur un petit nombre de super-émetteurs et de médias-“gatekeepers”, accentuant la polarisation entre un camp hostile et un camp favorable ou non hostile, mené par le MK Party et appuyé par des acteurs pivots comme BOSA. Le principal apport réside dans le glissement du cadrage : d'une lecture en termes de « décolonisation » à une reformulation domestique en termes d'unité nationale et d'anti-sécessionnisme. Ce basculement n'implique pas un revirement doctrinal immédiat, mais il réduit le coût politique des signaux non hostiles et pluralise les arènes de légitimation, suggérant un changement de second ordre dans la politique étrangère sud-africaine.

DRISS ALAOUI BELGHITI

INTRODUCTION

La visite de Jacob Zuma au Maroc, en juillet 2025, s'est imposée comme un épisode singulier dans l'actualité sud-africaine récente : ni crise diplomatique ni simple anecdote protocolaire, mais un moment où les clivages politiques internes, les imaginaires historiques et les enjeux symboliques de politique étrangère se sont cristallisés autour d'un acte hautement visible, et d'un enjeu qui, autrefois, faisant l'unanimité se trouve, désormais au cœur d'un débat devenu national. Loin d'être un simple fait divers diplomatique, l'événement a fonctionné comme un révélateur des tensions latentes qui structurent aujourd'hui le rapport des partis sud-africains aux questions internationales, et plus largement de leur capacité à s'en saisir comme levier de mobilisation politique.

En apparence, la controverse se voudrait de nature protocolaire : un ancien président, désormais chef d'un parti d'opposition, s'affichant avec le drapeau sud-africain dans un pays avec lequel Pretoria entretient des relations distantes. Mais la dynamique qui s'est déployée dans l'espace public montre que l'enjeu dépasse largement ce registre. La visite de M. Jacob Zuma au Maroc a activé plusieurs registres discursifs : positionnement par rapport à l'héritage anti-apartheid, défense ou critique du nationalisme économique, affirmation de souveraineté citoyenne face au gouvernement, qui résonnent fortement dans le contexte sud-africain post-électoral.

L'intérêt analytique de ce cas tient précisément à cette double nature : un événement exogène au cycle politique national, mais dont les effets se déploient presque exclusivement à travers des filtres internes : alignements partisans, hiérarchisation médiatique, usage stratégique des réseaux sociaux.

L'analyse qui suit s'appuie sur un corpus croisé combinant données quantitatives (≈2 200 publications sur X, 20 articles de presse sud-africaine, suivi chronologique des volumes et engagements), effectuée à l'aide de l'outil X API, et analyse qualitative (thèmes dominants, vocabulaire, cadrages, rôle des "gatekeepers¹"). Ce double regard permet de mesurer la portée effective du débat, d'en décomposer les ressorts et d'éclairer ce qu'il révèle de l'état actuel du débat public sud-africain sur les enjeux liés à l'intégrité territoriale marocaine.

Trois axes guideront la lecture : la cartographie chiffrée du débat (ampleur, temporalité, acteurs), l'anatomie du contenu (thématiques, tonalités, procédés rhétoriques) et une analyse interrogeant la nature polarisée, opportuniste ou conjoncturelle de cette mobilisation. Ce faisant, il s'agit moins d'interpréter la visite comme un tournant diplomatique que d'en saisir la valeur indicatrice : celle d'un test grandeur nature de la capacité d'un sujet international à pénétrer et structurer, même brièvement, l'espace politique sud-africain.

1. Acteurs ou instances qui filtrent l'accès d'un enjeu à l'agenda ou à l'espace public en sélectionnant, hiérarchisant ou bloquant informations et propositions

I. CARTOGRAPHIE : LE DÉBAT AUTOUR DE LA VISITE DE ZUMA AU MAROC : QUE MESURENT L'AMPLEUR, LES RYTHMES ET LES ACTEURS ?

1. Une visibilité ponctuelle mais significative

Entre le 15 juillet et le 10 août 2025, le débat suscité par la visite de Jacob Zuma au Maroc a généré environ 2 200 publications sur X/Twitter et 20 articles publiés dans des médias sud-africains, incluant à la fois des titres à large diffusion nationale (IOL, Mail & Guardian, News24) et des plateformes audiovisuelles à forte audience (SABC News, eNCA, Newzroom Afrika). Cette visibilité, bien que limitée dans le temps, se distingue par sa concentration en deux pics d'activité : le premier (17–18 juillet) déclenché par la diffusion d'images de Zuma aux côtés du drapeau sud-africain à Rabat, et le second (6 août) catalysé par la réaction officielle du ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération (DIRCO).

Cette dynamique correspond à ce que Dayan et Katz (1992) définissent comme une « médiatisation événementielle » : une mise en saillance ponctuelle d'un objet politique, qui, en s'appuyant sur un élément visuel fort, crée une rupture temporaire dans le flux d'actualité. En Afrique du Sud, ces séquences sont d'autant plus marquées lorsqu'elles reposent sur un croisement entre un acteur politique polarisant (ici, Zuma) et un symbole national investi d'une charge historique (le drapeau), ce qui leur confère une forte résonance émotionnelle (Wasserman, Chuma & Bosch, 2018).

En termes de volumétrie, le sujet reste en-deçà des controverses domestiques majeures, tels que les débats sur la réforme foncière ou les épisodes de violence xénophobe, mais dépasse la moyenne habituelle des mobilisations autour des enjeux de politique étrangère. Ce phénomène rejoint l'observation de Landsberg (2010) sur la « diplomatie de niche » sud-africaine : dans un système politique où la politique extérieure est souvent perçue comme une prérogative élitiste, seuls des déclencheurs exceptionnels parviennent à capter l'attention d'un public plus large.

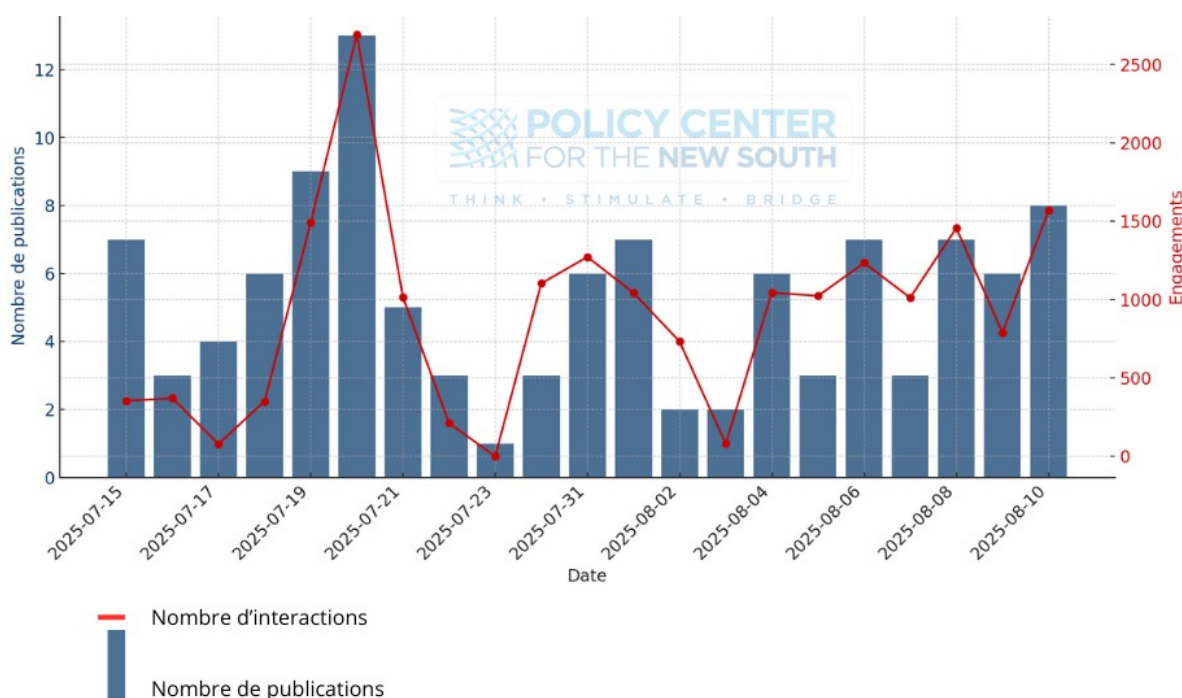
C'est à ce niveau que réside un intérêt particulier pour le Maroc : une question qui, depuis deux décennies, relevait presque exclusivement d'un consensus discret au sein du parti au pouvoir et de ses cercles diplomatiques, s'est trouvée, l'espace d'un débat, publiquement discutée, polarisée et appropriée par un spectre partisan élargi. L'épisode a donc rompu, même temporairement, le monopole discursif du gouvernement sud-africain, et à travers lui de l'ANC, sur le dossier du Sahara, exposant à l'opinion nationale des divergences qui, jusque-là, restaient confinées aux arènes élitaires.

La structure temporelle de cette mobilisation révèle également un effet de « spirale attentionnelle » (Vasterman, 2005) : l'événement initial (images de Rabat) a produit un premier emballement, rapidement retombé faute de nouveaux stimuli, avant d'être réactivé par une intervention officielle, laquelle a servi de catalyseur à un second cycle discursif. Ces deux séquences montrent que l'agenda médiatique et l'agenda politique se sont mutuellement alimentés, mais sans prolonger durablement la visibilité du sujet au-delà de la période d'observation.

Ainsi, plus qu'un tournant durable de l'agenda politique sud-africain, les réactions suscitées par la visite de Jacob Zuma au Maroc apparaissent comme un test grandeur nature de la capacité d'un enjeu international à s'infiltrer et structurer, même brièvement, le débat public national. Sa portée

analytique tient précisément à cette dimension : celle d'un phénomène ponctuel mais significatif, qui met en lumière la manière dont les répertoires discursifs hérités de la lutte anti-apartheid, de « la renaissance africaine » de Thabo Mbeki et des symboles nationaux peuvent être réactivés, instrumentalisés et reconfigurés dans le cadre d'une compétition politique interne.

Évolution des publications et des engagements autour de la visite de J. Zuma au Maroc



Source : auteur

2. Les foyers de diffusion et leurs relais

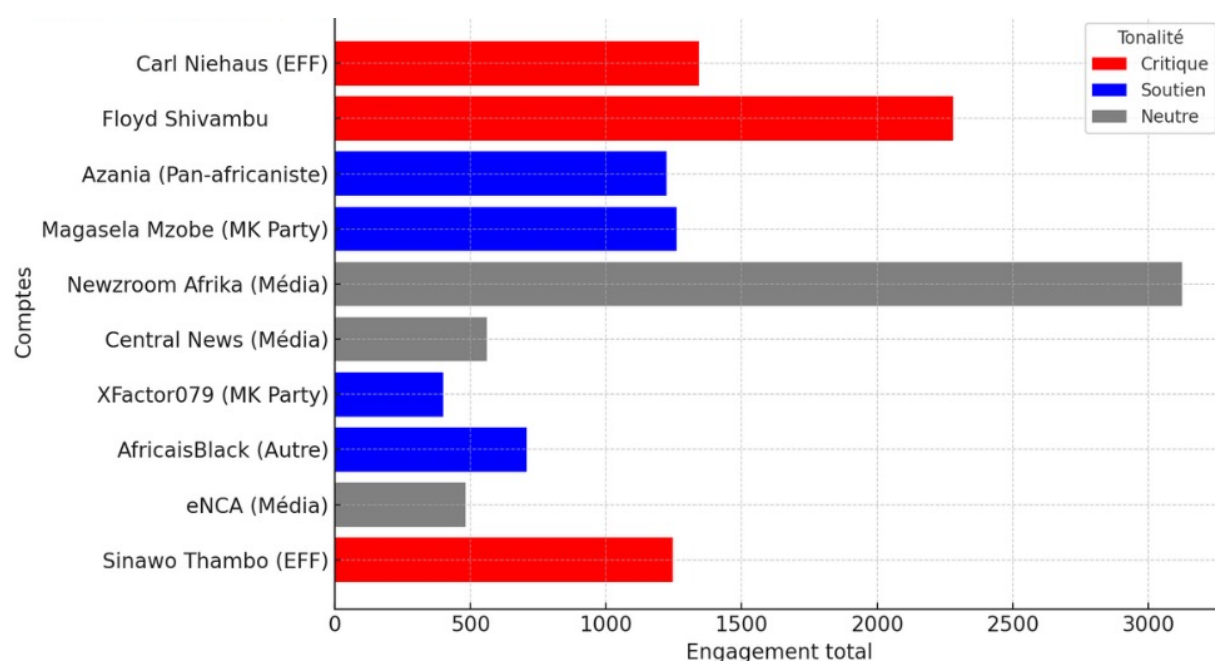
L'analyse des foyers de diffusion autour de la visite de Jacob Zuma au Maroc révèle que le débat, bien que quantitativement limité (149 publications sud-africaines identifiées), a été structuré par un petit nombre d'acteurs occupant une position centrale dans la circulation de l'information. Les données indiquent que six comptes : Newzroom Afrika (@Newzroom405), SABC News (@SABCNews), Carl Niehaus (@niehaus_carl), Floyd Shivambu (@FloydShivambu), Magasela Mzobe (@MagaselaMzobe) et l'influenceur pro-MK Party @XFactor079, concentrent à eux seuls une part disproportionnée de l'engagement total, dépassant pour certains les 3 000 interactions cumulées. Cette configuration correspond à ce que la littérature sur les réseaux sociaux décrit comme un phénomène de « super-émetteurs » (power users)², où quelques nœuds d'émission déclenchent l'essentiel des cascades de reprises (Jungherr, 2014). Ainsi, le post vidéo de Central News annonçant le soutien de Zuma au plan d'autonomie pour le Sahara marocain a été cité ou reposté 268 fois par des comptes sud-africains, tandis qu'une séquence similaire diffusée par eNCA a généré 204 reprises, souvent accompagnées de commentaires critiques ou en soutien selon l'alignement partisan de l'émetteur.

2. Par « super-émetteurs » (power users), on entend la faible minorité d'utilisateurs hyperactifs dont l'intensité de publication et la position leur donnent un poids disproportionné dans la production et la diffusion des contenus.

La répartition des relais montre un fort clivage partisan. Certaines figures politiques, comme Niehaus et Shivambu, ont utilisé des formulations accusant Zuma de « trahison », amplifiant la lecture négative de l'événement. En miroir, des comptes affiliés au MK Party, tels que @MagaselaMzobe ou @XFactor079, ont mobilisé la rhétorique de l'intégrité territoriale et du droit de tout citoyen à représenter le pays à l'étranger, transformant le soutien à la position marocaine en un acte de défiance vis-à-vis du gouvernement sud-africain.

On note également que l'entrée en scène de certains médias a servi de catalyseur. Newzroom Afrika et SABC News ont principalement adopté un ton factuel, mais leur simple couverture a fourni la matière première à des réappropriations militantes. C'est ici que l'on observe une rupture intéressante : un sujet longtemps confiné aux élites diplomatiques de l'ANC a été porté sur la place publique et disputé par plusieurs camps, brisant le consensus silencieux qui prévalait jusque-là sur le Sahara. Cette politisation ponctuelle, même limitée en volume, montre que la politique étrangère sud-africaine peut devenir, dans certaines conditions, un terrain de confrontation partisane visible.

Top 10 des comptes sud-africains par engagement à l'occasion du débat autour de la visite de J. Zuma au Maroc (15 juillet - 10 août 2025)



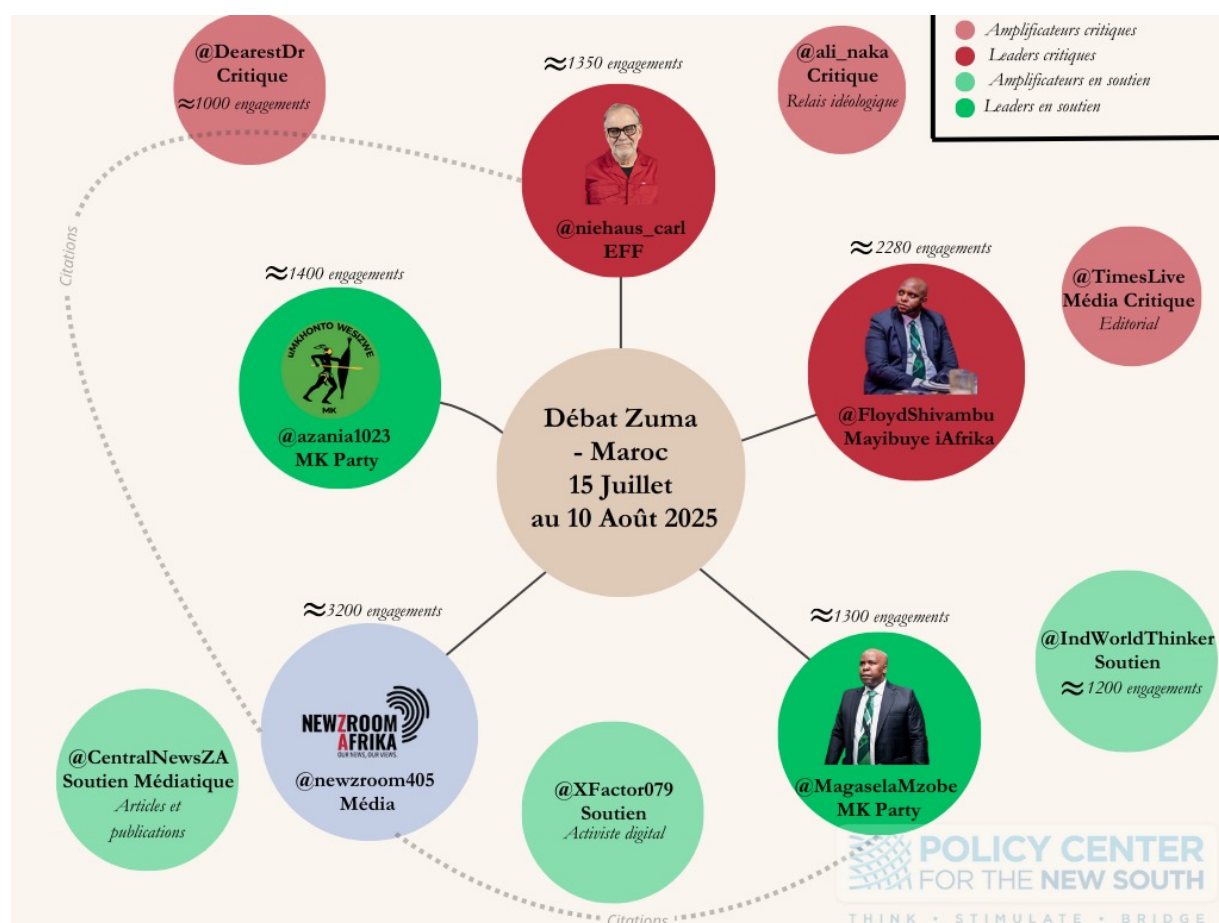
Source : auteur

L'observation des principaux émetteurs et de leurs poids respectifs dans le débat révèle une structuration très asymétrique des prises de parole. La concentration des volumes d'engagement autour de quelques comptes, notamment ceux des figures (actuelles ou anciennes) de l'EFF et de commentateurs pro-MK Party, illustre un phénomène classique dans les controverses numériques à dimension politique : un nombre restreint d'acteurs disposant d'une forte capacité de mobilisation (Bennett et Segerberg, 2013) façonne l'agenda et polarise la conversation. Dans le cas présent, les leaders d'opinion issus de la mouvance EFF et du MK Party se positionnent comme producteurs de contenu original, combinant rhétorique politique et références à des enjeux de souveraineté, tandis que les médias, bien que présents dans le top des comptes actifs, jouent davantage un rôle de catalyseurs que de prescripteurs normatifs.

Le contraste entre les acteurs partisans et médiatiques est ici déterminant : les premiers adoptent des cadrages accusatoires ou défensifs, clairement alignés sur leur positionnement institutionnel, tandis que les seconds se cantonnent majoritairement à une fonction informative, tout en alimentant indirectement la viralité via la reprise par des comptes militants. Ce schéma confirme que, loin d'être un espace horizontal de discussion, le débat sur X obéit à une logique d'intermédiation hiérarchisée, où la visibilité se concentre entre les mains de "gatekeepers" disposant d'une audience préexistante et d'un capital politique ou médiatique établi.

Cette configuration appelle un approfondissement : au-delà de la mesure brute des volumes, il importe de comprendre la nature fonctionnelle de chaque acteur dans l'architecture de la controverse. La carte des rôles dans le débat qui suit permettra de distinguer les leaders d'agenda des amplificateurs et relais secondaires, et d'apprécier comment ces catégories interagissent pour construire, ou au contraire fragmenter, l'espace discursif autour de la visite de Jacob Zuma au Maroc.

Cartographie du réseau d'entrepreneurs d'enjeu sur les réseaux sociaux à la suite de la visite de Jacob Zuma au Maroc



Source : auteur

La cartographie du réseau d'influence relatif à la question étudiée met en évidence un phénomène classique de polarisation dans les controverses politiques en Afrique du Sud : deux pôles structurés,

dotés d'acteurs centraux capables de fixer l'agenda et d'orienter les cadres d'interprétation. Le premier, critique, est incarné par des figures de l'extrême gauche sud-africaine telles que Carl Niehaus et Floyd Shivambu, qui mobilisent un répertoire rhétorique hérité du nationalisme de libération et d'un discours dit « anti-impérialiste ». Le second, favorable à la position marocaine, s'articule autour de Magasela Mzobe et d'acteurs pro-MK Party, inscrivant leur défense de la position du leadership de leur parti dans la même logique de lutte anticoloniale³, de souveraineté africaine et de solidarité panafricaine.

Les médias apparaissent comme des *“gatekeepers”* dotés d'une double fonction : assurer la diffusion des contenus et opérer un cadrage susceptible de structurer le débat public. Dans cette configuration, leur rôle ne se limite pas à l'information, mais participe activement à la mise en concurrence des narratifs, influençant ainsi la perception collective des enjeux.

Un élément notable réside dans la capacité de cette controverse à déplacer la question du Sahara marocain d'un registre élitare et institutionnel vers un espace de discussion plus large, incluant arènes partisans, réseaux militants et médias généralistes. Ce glissement illustre la manière dont un enjeu international, historiquement stabilisé dans le discours officiel, peut devenir l'objet d'un débat public conflictuel dès lors qu'il s'inscrit dans un contexte politique intérieur fragmenté et traversé par des recompositions d'alliances.

Ainsi, la grille de lecture de ce débat ne se réduit plus à un épisode de tension politique : elle constitue un laboratoire d'observation des circulations discursives entre acteurs politiques, médiatiques et militants, révélant les conditions dans lesquelles une question internationale peut être appropriée, réinterprétée et intégrée aux luttes politiques domestiques, ramenant la question du Sahara marocain à un statut de « cause » partisane en Afrique du Sud.

Après avoir identifié la morphologie générale du réseau d'interactions et la répartition fonctionnelle des acteurs, il convient désormais d'examiner comment les principales formations politiques sud-africaines et leurs figures de proue se sont positionnées face à la visite de Jacob Zuma au Maroc. L'analyse du poids respectif de l'ANC, de l'EFF, du MK Party et du DA, permet de comprendre non seulement la polarisation actuelle autour de ce dossier, mais aussi la manière dont chaque camp articule ses références idéologiques, ses alliances diplomatiques et ses priorités stratégiques internes.

Les données révèlent que l'attitude des partis sur cette question ne relève pas d'un simple réflexe de politique étrangère : elle s'inscrit dans des trajectoires politiques distinctes, façonnées par des héritages idéologiques, des rapports de force internes et des visions divergentes de la place de l'Afrique du Sud dans le monde.

3. Le MK Party décrit sa position comme « progressiste » et s'inscrivant dans la suite de la lutte anti-apartheid en reprenant l'essentiel des arguments « hostiles » utilisés par d'autres partis, au profit de la défense de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc. (Voir II.1)

Signaux d'amplification non organique

L'observation exploratoire du trafic sur X, durant le débat ayant suivi la visite de M. Jacob Zuma au Maroc, laisserait entrevoir des signaux compatibles avec des dispositifs d'amplification semi ou totalement automatisés au bénéfice de certains leaders, qui s'identifient à l'extrême gauche du spectre politique sud-africain ; le phénomène semblerait particulièrement saillant autour de certains comptes. Les indices tiennent à une synchronie inhabituelle des relais (rafales de retweets et likes à quelques secondes d'intervalle), à une redondance textuelle marquée, à des micro-constellations de diffusion en « étoile compacte »⁴ autour de comptes pivots faiblement réciproques et souvent récents, ainsi qu'à une homogénéité d'outils de publication et à une forte monothématicité (centrée sur la personne du « leader »).

3. Configuration politique des réactions sud-africaines à la visite de Jacob Zuma et à sa position sur le Sahara marocain

La visite de Jacob Zuma au Maroc et son soutien apporté au plan d'autonomie pour le Sahara marocain ont exacerbé les lignes de fracture qui traversent la scène politique sud-africaine. Cette prise de position, en rupture avec la doctrine officielle de Pretoria, a déclenché une série de réactions qui dépassent le simple registre de la polémique : elles exposent la manière dont les partis et les figures politiques influentes mobilisent leurs récits, leurs alliances et leurs publics autour d'un dossier considéré par l'ANC comme hautement symbolique.

Dans ce contexte, comprendre le débat impose de l'analyser à travers deux prismes complémentaires :

- **le poids institutionnel et politique** des formations représentées au Parlement (ANC, EFF, MK Party, DA) dans la définition et la légitimation des positions ;
- **le rôle catalyseur des personnalités**, qu'il s'agisse de leaders charismatiques ou de cadres influents, capables de structurer l'agenda médiatique et de polariser l'opinion.

Les données compilées sur les prises de position publiques entre 2020 et 2025 permettent de dépasser l'anecdotique pour mesurer la distribution réelle des soutiens et oppositions. Cette cartographie empirique éclaire non seulement sur les rapports de force partisans, mais aussi sur les logiques de concurrence politique qui s'expriment autour de la question du Sahara marocain, particulièrement au sein du Parlement sud-africain.

4. Par « étoile compacte », on entend un petit motif en étoile dans les interactions : un compte pivot reçoit, en peu de temps, une rafale de retweets/réponses de nombreux comptes satellites qui ne se parlent presque pas entre eux. Autrement dit, la quasi-totalité des flèches convergent vers le même centre. Ce motif suggère une amplification coordonnée, sans constituer une preuve d'automatisation.

Cartographie des positions autour du Sahara marocain au sein du Parlement sud-africain



Source : auteur

Sur la période 2014-2024, l'ANC passe d'un parti hégémonique à un pôle disposant d'une majorité relative (autour de 40 %). Cette érosion structurelle réduit sa capacité à imposer un consensus de politique étrangère et l'oblige, dans le cadre du gouvernement d'union nationale, à composer avec des partenaires dont les préférences extérieures ne sont pas homogènes. En conséquence, le bloc hostile (ANC, EFF et Al Jamaah) conserve le plus grand nombre de sièges, mais il n'est plus en situation de verrouiller seul l'issue parlementaire.

À l'inverse, la DA affiche une stabilité électorale remarquable (autour de 21–22 % en 2014, 2019, 2024), ce qui en fait un acteur pivot dans l'arène post-2024. Son positionnement désigné ici en « neutralité positive » et des signaux antérieurs de rapprochement politique-diplomatique avec Rabat (rencontres publiques en 2023), lui confèrent une capacité d'orientation de l'agenda sans sur-mobiliser son électorat. Dans un Parlement fragmenté, la stabilité organisationnelle prime : la

DA convertit plus facilement ses sièges en influence effective que des partis en érosion selon la logique de *veto players* (Tsebelis, 2002).

L'EFF suit une trajectoire en cloche : progression entre 2014 et 2019 mais net recul en 2024. Cela limite son levier institutionnel tout en entretenant une forte capacité de cadrage dans l'espace public, notamment au niveau rhétorique. Ici, l'EFF consolide le camp hostile mais ne peut, seul, transformer la ligne gouvernementale en acte parlementaire contraignant.

Dans ce cadre, le MK Party a créé un point d'inflexion : apparition fulgurante (ancrage massif au KwaZulu-Natal) et 58 sièges d'emblée. Cette base territoriale robuste lui permet de se « comporter en entrepreneur d'enjeu » (Meguid 2005) : en soutenant explicitement la souveraineté marocaine et en capitalisant sur la visite de Jacob Zuma, il politise une question longtemps cantonnée à un consensus élitare discret. Dans le visuel, il forme le noyau du pôle de soutien, capable de déplacer la « fenêtre du dicible » sans nécessairement convertir la doctrine officielle. De surcroît, le MK dispose d'une « tribune » au sein du Parlement sud-africain en ce qu'il en constitue « l'opposition officielle ».

Les partis de taille moyenne (IFP, VF+), ici classés en neutralité positive, progressent modestement sur dix ans et participent à un équilibre non-hostile qui frôle la parité avec le bloc hostile. Leur logique demeure pragmatique et faiblement saillante sur les dossiers de politique étrangère : ils renforcent une coalition « non hostile », sans pour autant initier un revirement. Enfin, la montée du segment « position non connue », reflet d'agendas centrés sur un électorat de niche ou résultat de partis en construction, élargit une zone grise : ces sièges ne pèsent pas par idéologie, mais par capacité d'appoint dans les équilibres législatifs.

La lecture conjointe des trajectoires sur dix ans et de la cartographie par position suggère : (1) une polarisation sans hégémonie ; (2) l'ascension d'un pôle de soutien porté par un nouvel entrant (MK) et encadré par des acteurs stables (DA, IFP, VF+) ; (3) une zone d'indétermination suffisamment large pour que la politique concernant la position sud-africaine sur le Sahara marocain soit désormais négociée au sein de l'arène parlementaire plutôt que simplement déclarée. Dans ce cadre, la trajectoire électorale du « pôle hostile » connaît une érosion conduisant à un affaiblissement de sa position au sein du parlement, et le cadrage favorable à Rabat impulsé par le MK et toléré par des acteurs pivots stables (DA) pourrait, à terme, rompre le statut quo hostile.

Pour compléter la lecture partisane, il faut désormais passer à l'échelle des acteurs. Dans ce type de controverse relative à la politique étrangère, les positions ne se diffusent pas mécaniquement depuis les partis : elles sont mises à l'agenda, cadrées et sanctionnées par quelques « figures » capables de déplacer les coûts d'alignement (Entman, 1993). Autrement dit, la configuration observée n'oppose pas seulement des blocs (ANC/EFF/MK/DA) ; elle s'articule autour d'un pôle « entrepreneurial » qui tente de mettre un cadrage discursif soutenant l'intégrité territoriale du Royaume, un pôle normatif qui réaffirme et revendique la ligne officielle sud-africaine, et un pôle de validation discrète qui signale des options de coalition sans frontalité.

Lire le débat à travers ces rôles, plutôt qu'à travers des blocs figés, permet d'identifier qui transforme une prise de position en signal collectif crédible, qui en renchérit le coût réputationnel, et qui crée des passerelles potentielles entre camps (Tsebelis, 2002).

Dans la suite, il s'agit de quitter la seule topographie des positions pour entrer dans le registre

des justifications : identifier, pour chacun des pôles, les répertoires argumentatifs effectivement mobilisés, la façon dont ils sont articulés (souveraineté et intégrité territoriale, solidarités, cohérence diplomatique, intérêts économiques) et leurs effets d'entraînement sur des audiences domestiques différenciées et sur les élites-relais. Passer des alignements déclaratifs aux registres discursifs performatifs, là où se décident concrètement les coûts d'adhésion, la crédibilité des porte-parole et, in fine, l'élargissement ou le resserrement de la fenêtre d'acceptabilité autour de la question de l'intégrité territoriale du Royaume au sein de l'opinion publique sud-africaine.

La dimension partisane du positionnement sud-africain

La reconnaissance de la pseudo-rasd par Pretoria en 2004, actée par Thabo Mbeki et accompagnée d'une lettre adressée à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a marqué un basculement durable dans la politique étrangère sud-africaine. Avant cette date, la question du Sahara marocain demeurait marginale dans la littérature de l'ANC, centrée sur la lutte contre l'apartheid et les alliances régionales. À partir de cette reconnaissance, le Sahara devient une ligne structurante du discours international de l'ANC et de certaines de ses élites, progressivement assimilée à l'idéologie de la « Renaissance africaine », qui érige l'autodétermination en principe directeur. Dans un contexte de domination hégémonique de l'ANC, cette orientation partisane s'est imposée comme position officielle de l'État, reflétant la continuité organique entre parti et appareil diplomatique. La séquence ouverte par la visite de Jacob Zuma au Maroc, annonçant son soutien à la marocanité du Sahara, met précisément en évidence ce décalage : la position vis-à-vis du Sahara marocain relève d'abord d'un choix propre à l'ANC, transposé au niveau de l'État, plutôt que d'un consensus national sud-africain.

II. CADRAGES, COALITIONS DISCURSIVES ET CHEMINEMENTS DE L'INFORMATION

1. Le lexique historique au service d'un nouveau cadrage

Sur la période observée (15 juillet au 10 août), les réactions sud-africaines ne s'agrègent pas au hasard : elles se cristallisent autour de quelques registres discursifs stabilisés qui organisent l'accès à l'attention publique puis la lutte pour l'interprétation.

Dans un premier temps, nous avons pu constater un « déclenchement symbolique » : l'usage du drapeau sud-africain et la question du « mandat » ont servi de signaux à très faible coût cognitif, aisément relayés par les médias hubs ; ils fonctionnent comme « points focaux », permettant de sanctionner la visite sans rouvrir le dossier de fond. C'est ce cadrage protocolaire qui explique le premier pic d'attention : il moralise l'épisode et en fixe la porte d'entrée.

Dans un deuxième temps, nous avons pris acte du déplacement du discours vers la cohérence de politique étrangère. L'angle protocolaire s'est mué en épreuve de doctrine : d'un côté, il y a eu rappel de la ligne officielle de Pretoria sur cette question ; de l'autre, l'argument d'une pluralisation du jeu international à l'ère multipartite, où des acteurs d'opposition (ou nouveaux entrants) souhaitent

aussi « faire signal » en termes de politique étrangère. Dans les termes de Kingdon (1995), la fenêtre d'attention ouverte par l'incident symbolique permet à des « entrepreneurs d'enjeu » de pousser des solutions concurrentes dans le champ politique.

Dans un troisième temps, le camp favorable à Rabat a réussi à ancrer son discours dans un répertoire domestique : intégrité territoriale et anti-sécessionnisme, en requalifiant la controverse : on passe d'un récit de décolonisation extérieure à un récit de maintien de l'unité nationale, important dans le discours interne sud-africain et dans le lexique politique postapartheid.

Ce déplacement réduit la distance cognitive pour des publics peu politisés et amorce une appropriation d'enjeu (Petrocik, 1996). En langage de normes, on voit l'esquisse d'un « effet de cascade » (Finnemore & Sikkink, 1998) : la position pro-intégrité gagne en respectabilité en se branchant sur des normes domestiques déjà saillantes.

À l'inverse, le registre de disqualification personnelle : "*sellout*", "*dollar diplomacy*", maximise l'expression partisane mais convertit peu : il renforce des coalitions existantes plutôt qu'il ne déplace des préférences (Zaller, 1992). Utile pour mobiliser des segments déjà alignés, il pèse moins sur l'issue de moyen terme que les cadrages institutionnels.

Enfin, les cadrages utilitaristes (coopérations sectorielles, formation, investissements) restent périphériques dans la phase polémique mais constituent des ressources de « second temps » : en re-dépolitisant l'enjeu autour de bénéfices concrets, ils élargissent la coalition d'acceptation et stabilisent les préférences en faveur d'un changement de paradigme. (Baum & Potter, 2008).

Ainsi, la séquence suit une logique en deux étages : ignition symbolique, puis compétition de cadrages. Les premiers déterminent l'accès à l'espace public ; les seconds, la direction et la durabilité du débat.

Dans cette compétition de cadrages, le MK Party s'est distingué par une opération de « traduction stratégique » du répertoire adverse : au lieu d'affronter frontalement le lexique mobilisant la « décolonisation » chez les figures proches de l'ANC et de l'EFF, il l'a reformulé pour l'orienter vers le rejet des frontières postcoloniales et l'intégrité territoriale du Sahara marocain. En termes d'analyse des cadres, il s'agit d'un "*frame bridging*"⁵ et d'une "*frame conversion*"⁶ (Snow & Benford, 2000) : les signifiants de la lutte anticoloniale (« agenda révolutionnaire », « libération des peuples ») sont raccordés à un diagnostic anti-balkanisation et anti-sécession, où l'« unité sous un drapeau » devient l'issue progressiste telle qu'elle s'entend dans le jargon politique sud-africain. Ce mouvement s'apparente à une localisation de normes (Acharya, 2004) : la référence à l'anti-Bantoustan⁷ et aux séparatismes sud-africains (Cap occidental, Orania) domestique un enjeu externe et le rend compatible avec des attentes normatives déjà établies.

5. Au sens de Snow & Benford, le "*frame bridging*" désigne la mise en relation de deux ou plusieurs cadres d'interprétation idéologiquement congruents mais structurellement non connectés, afin d'articuler des causes proches entre mouvements, souvent via réseaux, médias ou coalitions.

6. Transformation radicale du cadrage par laquelle on remplace les significations et valeurs existantes par un nouveau cadre interprétatif, amenant les publics à adopter un univers de sens différent.

7. Le Bantoustan est un "homeland" créé par le régime d'apartheid pour assigner des populations noires à des entités ethniquement définies, dotées d'une autonomie ou d'une indépendance nominale (p. ex. Transkei, Bophuthatswana), non reconnues internationalement et destinées à retirer la citoyenneté sud-africaine et à maintenir la ségrégation politico-territoriale.

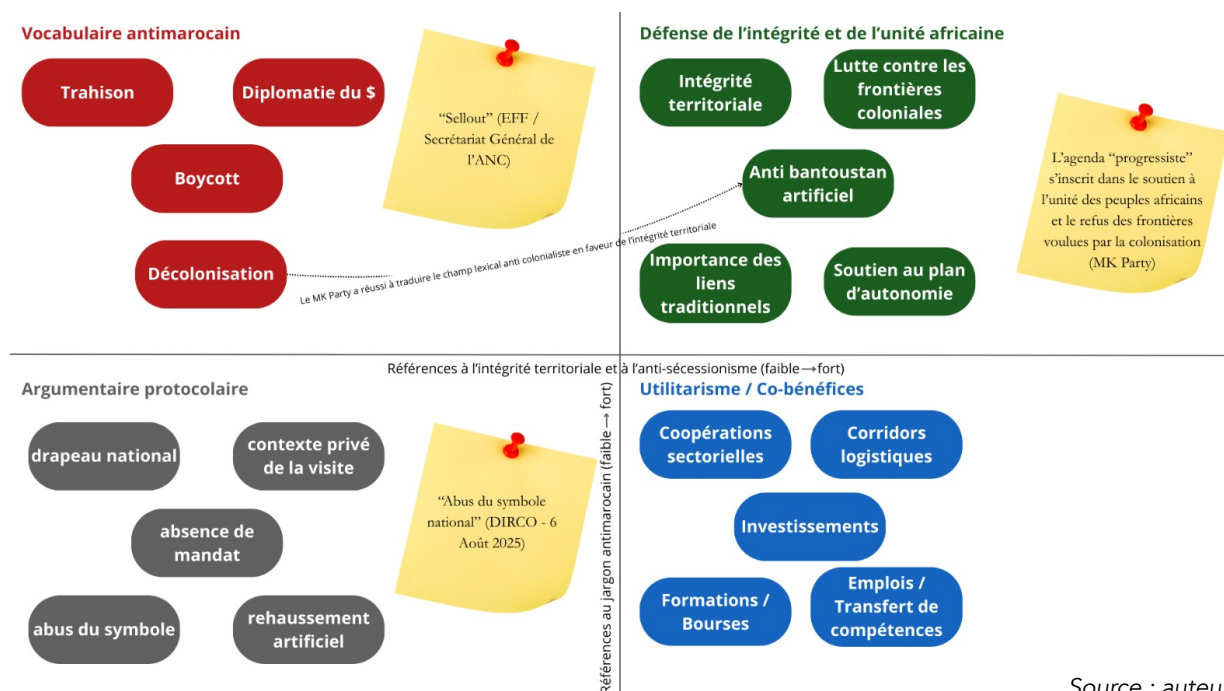
Historiquement, les adversaires de l'intégrité territoriale du Maroc ont cherché à assimiler le plan d'autonomie proposé par le Royaume à l'expérience sud-africaine des « bantoustans », en le présentant comme une construction artificielle visant à masquer une dépossession territoriale. L'analogie, en mobilisant la mémoire de l'apartheid, visait à délégitimer le projet marocain en essayant de l'inscrire dans la catégorie des pseudo-entités créées sur la base d'une « ségrégation socio-culturelle ».

Or, la prise de position de MK introduit un déplacement majeur. En soulignant que les revendications séparatistes reposent sur une logique de différenciation communautaire, culturelle voire ethnique qui vise à détacher une partie de la population de son cadre national, le mouvement renvoie ces projets à la définition même des « homelands » et « bantoustans » conçus par l'apartheid. Ce retournement montre que ce n'est pas le plan d'autonomie marocain qui s'apparente aux bantoustans, mais bien les mécanismes de fragmentation territoriale portés par le séparatisme qui sont la définition même du projet du régime apartheid qui visait à fragmenter la population Sud-africaine en États basés sur l'identité raciale, tribale et ethnique.

Trois pivots lexicaux condensent cette dynamique. D'abord, l'invocation du terme « bantoustan », qui fonctionne comme un contre-modèle historique et normatif, permettant de requalifier le débat sur un volet identitaire. Ensuite, la référence aux « homelands » révèle la nature instrumentale de ces entités politiques, construites pour fissurer l'État et limiter sa souveraineté et instaurer la race et la tribu comme étant un outil d'identification. Enfin, la notion d'« intégrité territoriale » inscrit la position marocaine dans une continuité normative internationale, fondée sur la souveraineté, la cohésion nationale et l'homogénéité de l'identité nationale défendue par la constitution Sud-africaine (*multicultural and non-racial society*).

Ainsi, le MK opère une inversion discursive : il renvoie aux promoteurs du séparatisme l'analogie qu'ils utilisaient contre le Maroc, en inscrivant leur narratif séparatiste dans le champ mémoriel et normatif de l'apartheid, et en renforçant de facto la légitimité du plan d'autonomie comme cadre de solution politique qui préserve l'un des préceptes de la lutte anti-apartheid celui de la cohésion sociale et raciale (one rainbow nation). Ensuite, le glissement de la décolonisation à la non-partition : la « libération » n'est plus définie comme scission territoriale mais comme consolidation d'un espace étatique africain à protéger des logiques de morcellement. Enfin, l'insistance sur des liens « traditionnels » entre le Maroc et les populations sahariennes fournit une preuve d'antériorité et d'authenticité, limitant l'argument d'opportunisme. L'économie cognitive de ces pivots est décisive : ils réutilisent des catégories déjà légitimes auprès du public sud-africain, baissent les coûts d'adhésion et augmentent la respectabilité du cadrage pro-intégrité, là où le registre ad personam ("sellout", "dollar diplomacy") accroît surtout la polarisation intra-camp sans conversion durable. L'effet politique est double. À court terme, cette appropriation d'enjeu déplace partiellement l'appropriation d'enjeu du couple « décolonisation/solidarité » vers la paire « souveraineté/unité », ce qui modifie l'architecture des coûts de ralliement pour des acteurs modérés ou intermédiaires. À moyen terme, elle crée une passerelle discursive entre un pôle de soutien explicite et un arc de neutralités positives, rendant moins coûteuse, dans l'arène parlementaire, l'agrégation ponctuelle de majorités sur des signaux non conflictuels (coopérations sectorielles, formation, investissements). Autrement dit, le succès du cadrage proposé par le MK Party n'est pas d'avoir réduit l'antagonisme, mais la distance entre normes domestiques et position pro-marocaine, condition nécessaire pour transformer un épisode polémique en option de politique soutenable.

Carte des registres lexicaux relatifs au débat autour de la visite de Jacob Zuma au Maroc



Source : auteur

2. Signaux d’élite et chaînes de relais : qui donne le « la » ?

Dans cette séquence, l’opinion ne s’agrège pas à partir d’un « bruit de fond » indifférencié ; elle se structure autour de signaux d’élite émis par quelques acteurs capables d’imposer un cadrage et de fixer le coût d’alignement pour les autres. Concrètement, trois catégories d’émetteurs organisent la circulation des interprétations : 1) des **initiateurs** qui posent la problématique et proposent un lexique ; 2) des **validateurs** institutionnels qui confèrent ou retirent une légitimité publique aux prises de position ; 3) des **amplificateurs** médiatiques et partisans qui transforment un signal en attention mesurable.

Les **initiateurs** sont, ici, le MK Party et ses porte-voix (Jacob Zuma, Magasela Mzobe). Leur apport n’est pas seulement déclaratif ; il est sémantique. En reliant le Sahara marocain à des catégories domestiques d’intégrité territoriale, d’anti-sécessionnisme et de refus des « bantoustans », ils réduisent la distance cognitive et déplacent la controverse du registre « protocolaire », voulu par l’ANC et ses soutiens, vers une grammaire d’ordre politique interne. Ce travail de cadrage correspond à ce que la littérature décrit comme une « traduction » d’enjeux internationaux en répertoires nationaux déjà saillants (Finnemore & Sikkink, 1998). C’est lui qui permet au camp pro-intégrité de proposer un coût d’entrée plus faible pour des acteurs non militants : on peut soutenir l’unité du Maroc sans renier des repères familiers de la politique sud-africaine.

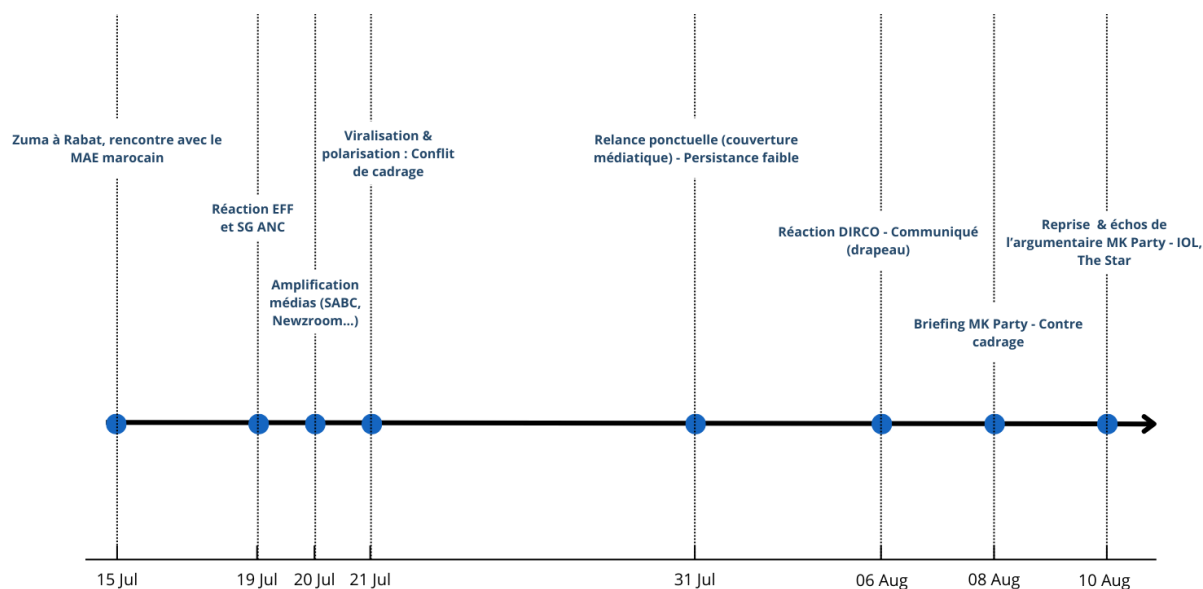
Les **validateurs** prennent deux formes. D’un côté, la réaffirmation gouvernementale (DIRCO, responsables ANC) opère une validation négative : elle sanctionne certains usages symboliques, dans ce cas le drapeau sud-africain, et rappelle la ligne officielle. De l’autre, des acteurs pivots au Parlement, qui ne reprendraient pas tout l’argumentaire du MK Party, mais s’inscrivent en opposition à l’idéologie prônée par l’ANC et l’EFF, et pourraient signaler une compatibilité partielle avec

le lexique d'unité et de partenariat bilatéral. Dans les termes de la théorie des "veto players", ces acteurs, à l'instar du DA, n'ouvrent pas nécessairement un changement de politique, mais ils baissent les coûts politiques d'une révision future en normalisant un cadrage concurrent. Leur rôle est décisif : ils ne créent pas le signal, mais lui donneraient une épaisseur institutionnelle.

Les **amplificateurs** assurent enfin la mise à l'agenda et la hiérarchisation de l'attention. Les médias (chaînes d'info et titres dominants) pratiquent un "indexing" classique : ils priorisent les controverses lorsque des élites visibles s'opposent explicitement (Bennett, 1990). Autour des deux fenêtres d'attention identifiées, la circulation suit une logique en deux étapes (*two-step flow*) : contenus d'élite à > relais médiatiques > à réseaux partisans/civiques où les mots-clés (« drapeau », « mandat », "sellout" / « intégrité », « anti-sécession ») sont repris, simplifiés et largement relayés. Le résultat n'est pas l'adhésion mécanique, mais la polarisation informée : chaque camp parle un langage cohérent avec son auditoire (Petrocik, 1996), tandis que les segments hésitants reçoivent des indices de position clairs.

Pris ensemble, ces trois rôles dessinent une chaîne de relais qui explique la dynamique observée : un signal d'initiation qui requalifie l'objet (du protocole vers l'ordre interne), une validation, une amplification qui met en avant le cadrage qui domine l'arène de l'actualité. Pour le dossier du Sahara marocain, l'enjeu n'est donc pas tant la fréquence des mentions que la capacité à brancher l'interprétation sur des normes nationales préexistantes (intégrité, stabilité, cohérence des positions) et à obtenir, même tacitement, des validations croisées. C'est ce mécanisme, plus que l'invective *ad personam*, qui produit des effets durables sur la perception publique et sur l'espace de manœuvre parlementaire.

Visite de Jacob Zuma au Maroc : jalons et chaînes de répercussion



Source : auteur

3. De la controverse à l'ajustement des bornes : comment l'épisode Zuma-Maroc déplace les frontières de la politique étrangère sud-africaine ?

L'épisode déclenché par la visite de Jacob Zuma à Rabat ne se réduit pas à une potentielle anomalie protocolaire sur laquelle ont souhaité insister les responsables de la DIRCO : il révèle un déplacement du « lieu » de légitimation de la position sud-africaine sur la question du Sahara marocain, d'un registre historiquement dominé par l'exécutif et l'appareil partisan de l'ANC vers un marché concurrentiel des cadrages où s'affrontent partis et leaders d'opinion (Booyesen, 2011). Deux mécanismes, mis en lumière par nos données, structurent ce déplacement. D'abord un « *venue shopping* »⁸ réussi (Baumgartner & Jones, 1993) : le MK Party a déplacé la discussion de l'arène normative « *décolonisation* » vers une arène domestique « *intégrité territoriale/anti-sécessionnisme* », mieux connectée aux préoccupations internes « *ordre / unité nationale* ». Ensuite, un « jeu à deux niveaux » (Putnam, 1988) : les signaux émis à l'international (soutien au plan d'autonomie) ont été calibrés pour produire des gains domestiques (différenciation partisane, captation d'agenda), tout en forçant les partis rivaux à se repositionner.

Empiriquement, la polarisation sans hégémonie observée dans la partie I se combine ici à une redistribution de capacité discursive : l'ANC et l'EFF conservent un registre hostile, mais leur pouvoir de cadrage décline en même temps que leur trajectoire électorale sur dix ans ; symétriquement, le MK et les autres partis identifiés comme stables sur les dernières élections ancrent une sémantique alternative : « souveraineté », « unité », « refus des bantoustans », qui réduit les coûts d'alignement pour des audiences non expertes. Ce basculement lexical n'est pas cosmétique : il modifie le coût réputationnel d'un soutien public au plan d'autonomie et dédramatise la divergence vis-à-vis de la doctrine officielle.

Le cœur du mouvement tient au travail des entrepreneurs d'enjeu : dans ce cas, Zuma et Mzobe ont « branché » la cause pro-intégrité territoriale marocaine sur des normes domestiques préexistantes (anti-sécession, mémoire postapartheid), amorçant un effet de cascade, non pas une conversion massive, mais une normalisation progressive de cette position dans le débat public sud-africain.

Ce déplacement n'évacue pas les « *veto players* » (Tsebelis, 2002) : la présidence, le DIRCO et les blocs hostiles restent en capacité de verrouillage normatif. Mais l'arène s'est pluralisée : le débat ne se décide plus uniquement par déclaration d'État, il se négocie par agrégation de signaux partisans, de relais médiatiques et de coûts d'opportunité électoraux. La zone d'indétermination que nous avons mise au jour, composée de partis sans position publique consolidée et élus de « neutralité positive », devient le véritable terrain d'arbitrage ; elle confère un poids disproportionné aux acteurs capables d'orchestrer la résonance et de traduire un cadrage international en langage domestique.

8. Chez Baumgartner & Jones, le « *venue shopping* » désigne la stratégie par laquelle des acteurs (groupes d'intérêt, entrepreneurs de politique publique) déplacent un enjeu vers l'arène décisionnelle la plus favorable—commissions parlementaires, agences, tribunaux, niveaux infra-/supra-nationaux—afin de contourner un « *policy monopoly* » et de réencadrer l'image du problème. Cette logique s'appuie sur leur définition des « *policy venues* » comme « lieux institutionnels où sont prises des décisions autorisées ».

CONCLUSION

Le débat ayant suivi la visite de M. Jacob Zuma au Maroc aura été moins un tournant qu'un révélateur. En quelques semaines, un épisode circonscrit, une visite et un symbole, a suffi à exposer la pluralisation des autorités de cadrage de la politique étrangère sud-africaine : l'exécutif (DIRCO) conserve la voix normative, mais ne monopolise plus la définition publique du dossier du Sahara marocain.

D'abord, le discours de M. Zuma au Maroc agit en « point focal » à faible coût cognitif qui met le sujet à l'agenda ; ensuite, des entrepreneurs d'enjeu (leaders d'opinion du MK Party) transposent l'argumentaire dans un répertoire domestique : unité nationale, anti-sécession, refus de la création d'un « bantoustan » au Sud du Maroc, qui réduit la distance cognitive pour des audiences non expertes et déplace l'« *issue ownership* » du lexique autour des termes de « décolonisation » vers « souveraineté, unité ».

Empiriquement, nos données établissent une polarisation sans hégémonie. Le bloc hostile (ANC, EFF...) domine encore numériquement au sein du Parlement, mais son pouvoir de verrouillage décline à mesure que s'érode sa trajectoire électorale de la dernière décennie. En miroir, un arc non-hostile qui va du soutien explicite (MK) à la neutralité positive s'est stabilisé à un niveau tel qu'il peut, sans révision doctrinale frontale, agréger des majorités ponctuelles autour d'« items » à faible conflictualité (coopérations sectorielles, formation, échanges parlementaires). En effet, il apparaît que le coût politique d'un signal pro-marocain baisse lorsque l'argumentaire s'adosse à des normes nationales déjà saillantes.

Le rôle des médias a été décisif : en normalisant la coexistence de cadrages concurrents lorsque des élites visibles s'opposent, ils ont baissé les coûts d'alignement pour des acteurs modérés.

Trois enseignements se dégagent :

1. **la décision ne se joue plus uniquement dans la déclaration d'État** : elle est négociée dans un marché concurrentiel des cadrages, où la valeur d'un signal dépend de son branchement à des normes domestiques légitimes et de sa validation (même tacite) par des acteurs pivots ;
2. **le Parlement devient l'arène d'arbitrage** : l'arithmétique post-2024 autorise des coalitions « non hostiles » capables d'avancer des instruments de travail (auditions, groupes d'amitié, agendas sectoriels) sans toucher, dans un premier temps, au dogme ;
3. **l'argumentaire pro-intégrité territoriale du Royaume a gagné en respectabilité publique** auprès de l'opinion publique sud-africaine, en convertissant le référentiel historique local.

La suite se jouera moins sur la fréquence des controverses que sur la capacité à inscrire durablement les solutions pragmatiques (coopérations, formats parlementaires, partenariats ciblés) dans une grammaire domestique de « coopération et d'unité » qui, désormais, résonne au-delà des bases militantes.

Bibliographie

- Dayan, Daniel, and Elihu Katz. *Media Events: The Live Broadcasting of History*. Harvard University Press, 1992. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1smjvm9>.
- Wasserman, Herman, Wallace Chuma, and Tanja Bosch. 2018. "Print Media Coverage of Service Delivery Protests in South Africa: A Content Analysis." *African Studies* 77 (1): 145–56. doi:10.1080/00020184.2018.1426312.
- Landsberg, Chris. *The Diplomacy of Transformation: South African Foreign Policy and Statecraft*. Johannesburg: Pan Macmillan South Africa, 2010.
- Vasterman, P. L. M. (2005). Media-Hype: Self-Reinforcing News Waves, Journalistic Standards and the Construction of Social Problems. *European Journal of Communication*, 20(4), 508–530. <https://doi.org/10.1177/0267323105058254> (Original work published 2005)
- Andreas Jungherr. 2014. "The logic of political coverage on Twitter: Temporal dynamics and content." *Journal of Communication* 64(2): 239–259 doi: 10.1111/jcom.12087
- Tsebelis, George. *Veto Players: How Political Institutions Work*. Princeton University Press, 2002. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt7rvv7>.
- Meguid, Bonnie M. "Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success." *The American Political Science Review* 99, no. 3 (2005): 347–59. <http://www.jstor.org/stable/30038944>.
- Entman, R.M. (1993), Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43: 51–58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- McCombs, Maxwell E., and Donald L. Shaw. "The Agenda-Setting Function of Mass Media." *The Public Opinion Quarterly* 36, no. 2 (1972): 176–87. <http://www.jstor.org/stable/2747787>.
- Schelling, T.C. (1960) *The Strategy of Conflict*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Kingdon, J. W. (1995). *Agendas, Alternatives, and Public Policies* (2nd Ed.). Longman, MI: The University of Michigan.
- Petrocik, John R. "Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study." *American Journal of Political Science* 40, no. 3 (1996): 825–50. <https://doi.org/10.2307/2111797>.
- Finnemore, Martha, and Kathryn Sikkink. "International Norm Dynamics and Political Change." *International Organization* 52, no. 4 (1998): 887–917. <http://www.jstor.org/stable/2601361>.
- Zaller JR. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge University Press; 1992.
- Baum, M. A., & Potter, P. B. K. (2008). The Relationships between Mass Media, Public Opinion, and Foreign Policy: Toward a Theoretical Synthesis. *Annual Review of Political Science*, 11, 39–65. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.060406.214132>
- Benford, Robert D., and David A. Snow. "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment." *Annual Review of Sociology* 26 (2000): 611–39. <http://www.jstor.org/stable/223459>.
- Acharya A. How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Norm Localization and Institutional Change in Asian Regionalism. *International Organization*. 2004;58(2):239–275. doi:10.1017/S0020818304582024
- Bennett, W. L. (1990). Toward a theory of press-state relations in the United States. *Journal of Communication*, 40, 103–125. doi:10.1111/j.1460-2466.1990.tb02265.x

- BOOYSEN, SUSAN. *The African National Congress and the Regeneration of Political Power*. Wits University Press, 2011. <http://www.jstor.org/stable/10.18772/12011115423>.
- Baumgartner, F. and Jones, B. (1993) *Agendas and Instability in American Politics*. The University of Chicago Press, Chicago.
- Putnam, Robert D. "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games." *International Organization* 42, no. 3 (1988): 427–60. <http://www.jstor.org/stable/2706785>.
- Pierson, Paul. "Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics." *The American Political Science Review* 94, no. 2 (2000): 251–67. <https://doi.org/10.2307/2586011>.

À PROPOS DE L'AUTEUR



DRISS ALAOUI BELGHITI

Driss Alaoui Belghiti is a Specialist in International Relations at the Strategic Watch and Analysis Unit of the Policy Center for the New South, where he works mainly on governance issues in southern Africa and the engagement of extra-African actors on the continent. He has previously worked in national public institutions and the Pan-African Parliament. D. Alaoui Belghiti holds a bachelor's degree in Political Science and International Relations from the Rabat School of Governance and Economics, and a master's degree in Governance of International Development Organizations from the University of Grenoble, France.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

